



## CTR du 9 juillet : jusqu'au bout du possible

**Le 9 juillet se tenait un Comité Technique de Réseau, le premier du nouveau DG. Un des points inscrit à l'ordre du jour concernait la géographie revisitée.**

**Solidaires Finances Publiques a décidé de siéger à ce CTR. Il ne s'agissait bien entendu pas pour nous d'entrer dans une quelconque négociation sur la mise en œuvre de la réforme.**

S'il en fallait une illustration, nous avons convaincu le DG de renvoyer le groupe de travail du 11 juillet sur les règles RH du nouveau réseau (garanties en cas suppressions de service ou de transferts de missions) à la rentrée et de le fonder dans celui relatif aux mêmes règles RH applicables à toutes et tous. Ce qui n'empêchera pas la DG à poursuivre sa réflexion.

**Solidaires Finances Publiques** a ainsi marqué son refus catégorique d'entrer dans la discussion sur les mesures d'accompagnement de la réforme que nous combattons.

Notre objectif au contraire était bien de faire entendre raison à notre nouveau Directeur général sur l'abandon du projet de géographie revisitée et l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de la DGFIP, de ses agentes et de ses agents, conformément à la plate-forme revendicative intersyndicale.

Nous avons donc longuement exposé nos arguments rejetant les principes fondateurs de la réforme, principes qui n'avaient jusqu'à présent jamais été discutés, et donc rejeté le contenu même de cette transformation profonde.

Après des échanges nourris au cours desquels le représentant de l'administration a tenté de nous convaincre du bien fondé de sa réforme et de ses bienfaits tant pour le service public que pour les personnels, nous nous sommes quittés sur un constat de désaccord profond.

Les trois organisations syndicales présentes (Solidaires, FO et CFDT/CFTC) ont quitté ensemble la salle.

Certes, le Directeur Général s'est livré à l'exercice de la confrontation des idées, comme il s'y était engagé. Mais en annonçant très clairement qu'il n'entendait pas revenir sur les principes fondateurs de sa réforme et qu'il n'était pas particulièrement enclin à se laisser convaincre par nos analyses, il nous a en fait signifié que son objectif était de faire aboutir son projet.

Pour lui, la concertation doit ainsi continuer au niveau local, sur les bases qu'il a lui-même posées. Il se fait fort de convaincre les élus et les personnels que son plan de destruction de notre service public de proximité est bon pour eux !

Il s'est une nouvelle fois engagé sur l'absence de toute mobilité forcée et il a indiqué qu'une solution serait trouvée pour chaque agente ou agent dont la mission serait déplacée ou dont le service fermerait (travail à distance, télétravail...). Il a en outre annoncé son intention de proposer un document d'orientation stratégique pour la DGFIP.

Nous avons par ailleurs essayé d'en savoir plus sur le principe de dé-métropolisation. Sans succès, les arbitrages n'étant pas encore rendu, selon le DG. Idem en ce qui concerne le volume prévisible des suppressions d'emplois.

Cette dernière tentative de faire changer les choses dans le cadre du premier Comité technique de réseau présidé par le nouveau DG, n'a pas été couronnée de succès. Mais nous devons « tenter le coup » : nous ne pouvons pas à toute occasion réclamer un vrai dialogue social et nous en soustraire quand il semble se présenter. Nous estimons avoir joué pleinement notre rôle de représentant.es élu.es du personnel.

**Il nous reste désormais à continuer, collectivement et dans l'unité des personnels et des revendications, à amplifier la dynamique de mobilisation des derniers mois et des dernières semaines sur l'ensemble du territoire, pour nous lancer toutes et tous ensemble et en même temps dans une action résolue pour faire reculer la DG et le ministère.**

**Nous ne gagnerons que par la lutte déterminée, massive et collective.**